



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE IMPRESSION DU BOULONNAIS

ZI de la Liane
BP 343
62200 Boulogne-Sur-Mer

Références : -

Code AIOT : 0007003193

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement SOCIETE IMPRESSION DU BOULONNAIS implanté 47 BOULEVARD DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE 62360 SAINT-LEONARD. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE IMPRESSION DU BOULONNAIS
- 47 BOULEVARD DE LA LIANE ZONE INDUSTRIELLE 62360 SAINT-LEONARD

- Code AIOT : 0007003193
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SIB est implantée en Zone Industrielle de la Liane et est spécialisée dans la fabrication de catalogues, de revues et de dépliants publicitaires. Sur site, on trouve: 6 rotatives offset, 1 machine feuilles, 1 presse numérique, 1 traceur plat et un à bobine. Différentes machines sont présentes également pour le façonnage (encarteuse, plieuse, dos carré collé...). Ces machines traitent environ 180 tonnes de papier par jour. Les produits finis sont essentiellement des prospectus publicitaires et des documents pour les collectivités. Le site est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 septembre 2008 modifié. L'établissement relève de la directive IED. Le site a connu quatre inondations successives du 4 au 15 novembre 2023 conduisant à la perte de 4 rotatives sur les 6 autorisées. Cela a entraîné une perte de capacité de production de 70%. Le nettoyage et la désinfection des bâtiments et installations durera 3 mois. La visite d'inspection avait pour objectif premier d'accompagner le bureau d'étude missionné par la DREAL pour réaliser un contrôle inopiné sur les rejets atmosphériques. 3 rotatives avaient été ciblées dont la KBA2 qui a fait l'objet d'un gros dépassement sur le paramètre CO. Toutefois en raison de l'arrêt de 2 rotatives et de la maintenance de la rotative NEW 600, le contrôle inopiné n'a pas pu avoir lieu, il sera reprogrammé prochainement et ne portera que sur la NEW 600.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Auto-surveillance	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 9.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Modification notable	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L.181-14	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	indisponibilité des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les modifications apportées par l'exploitant à ses installations (subies et choisies) ont entraîné une modification notable des conditions d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces modifications n'ont pas été portées à la connaissance du préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : indisponibilité des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Ces dernières ne peuvent dépasser 10 jours par an et sont dans la mesure du possible associées avec arrêt de production.
Constats : Une seule rotative (dénommée NEW 600) reste en fonctionnement. La KBA 2 ayant fait l'objet du gros dépassement n'est plus en fonctionnement. Le sécheur de cette rotative est équipé d'un incinérateur intégré (épurateur). L'installation ne peut fonctionner sans que les effluents (évaporés lors du séchage de l'encre) soient traités par cet épurateur. Dès lors, un arrêt de ce dernier entraîne obligatoirement un arrêt de la rotative. Ce point a été confirmé par un courrier en date du 03/10/2024 du fabricant de l'épurateur qui confirme qu'une interface électronique régule l'interconnexion entre le sécheur et la presse rotative. En cas de défaillance du système d'épuration, la presse s'arrête automatiquement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Auto-surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2008, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance émissions atmosphériques.
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalie dans le fonctionnement de l'outil d'épuration. Les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'IIC...
Constats : L'exploitant a transmis un rapport d'intervention de l'installateur daté de mars 2022 reprenant divers travaux effectués sur la rotative NEW 600. Dans ce rapport l'installateur mentionne des interventions d'entreprises extérieures ou une intervention à réaliser (exemple en page 9 tuyau à remplacer) sans qu'il soit possible de savoir si cela a été fait. Ce document est un compte-rendu d'une intervention du fournisseur à un instant t et ne constitue pas un registre reprenant l'ensemble des contrôles effectués pour vérifier le bon fonctionnement de l'outil d'épuration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Modification notable

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/01/2020, article L.181-14

Thème(s) : Situation administrative, modifications installations

Prescription contrôlée :

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article « L. 181-32 ».

Constats :

Les inondations de fin d'année 2023 ont entraîné l'inondation d'un atelier abritant 4 rotatives (KBA1, KBA2, SUNDAY et K72). Ces dernières sont aujourd'hui économiquement irréparables et ont été mises à l'arrêt. Cette situation avait été présentée par l'exploitant le 10/09/2024 dans les locaux de la DREAL. A cette date, l'exploitant avait précisé qu'un travail était en cours pour réaliser un porter-à-connaissance sur ces modifications.

La visite d'inspection a permis le constat de l'arrêt des rotatives KBA1, KBA2, SUNDAY et K72. Les installations restent présentes quasiment dans leur intégralité mais ne sont plus alimentées en électricité (tableaux électriques éteints). Ces 4 installations présentaient également la même configuration que la NEW 600, à savoir un épurateur intégré.

Un IBC contenant un produit dangereux placé sur rétention est également présent. Ce dernier devra être déplacé au niveau du stockage des produits chimiques ou être éliminé en tant que déchet dangereux s'il n'est plus utilisé.

L'article 3.2.2 identifie également une autre rotative la M600. Cette installation initialement présente dans le bâtiment "façonnage" n'est plus aujourd'hui exploitée. Elle a été retirée et remplacée par un stockage de bobines de papier. L'exploitant a indiqué par courriel du 07/10/2024 que cette installation avait été arrêtée en avril 2021. Cette modification notable n'a pas été portée à la connaissance du préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois